

UN HAUT RESPONSABLE SAHRAOUI RÉVÈLE :

# «Des responsables du Mujao et d'Ançar Dine sont au Maroc»

**Le Front Polisario détient des informations faisant état de la présence au Maroc de «plusieurs chefs d'organisations terroristes» ayant fui les zones de combats au nord du Mali. Selon un haut responsable sahraoui, ces terroristes jouissent de la protection du Makhzen.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Plusieurs responsables terroristes du Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest et d'Ançar Dine se sont réfugiés au Maroc. Cette révélation est celle d'un haut responsable sahraoui chargé du suivi des affaires politiques et sécuritaires. «Nous avons des informations faisant état du départ de certains hauts responsables terroristes vers le Maroc. Parmi eux figurent Hamad el Khairy, un des chefs du Mujao, ainsi que le principal négociateur pour la libération d'otages dans le Sahel, Mustapha Limam Chafii qui vit actuellement à Marrakech. Ils ont rejoint le Maroc par les vols de la RAM qui desservent les villes de Bamako et Ouagadougou», précise ce haut responsable qui s'exprimait, hier, sous couvert de l'anonymat. Selon notre source, ces chefs terroristes ont commencé à quitter le Mali lorsque les troupes françaises ont avancé vers les territoires du nord. Notre interlocuteur avoue ne pas comprendre la «passivité» des Etats occidentaux face aux «relations évidentes qu'entretient le Maroc avec les groupes terroristes». «Les décideurs de ce monde connaissent tous la réalité. Ils ont des informations très précises sur les personnes,

les actes et les lieux. Cette passivité est une attitude très dangereuse. Le Mujao, qui est fiché depuis décembre 2012 par les Etats-Unis comme étant une organisation terroriste, a été créé de toutes pièces par le Maroc. Les services marocains ont réussi à obtenir la scission au sein d'Al Qaïda au Maghreb islamiste pour créer ce groupe terroriste. Le Mujao est une organisation narcoterroriste qui n'a rien à voir avec le "djihadisme".

Sa vocation est de commercialiser et de transporter la drogue produite par le narco-Etat qu'est le Maroc, vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Son autre mission consiste à cibler le Front Polisario et l'Algérie. Tout le monde sait que l'acte de naissance du Mujao a été l'enlèvement des trois humanitaires européens du camp sahraoui de Rabouni. Ensuite, il y a eu les attentats de Tamanrasset et Ouargla, puis l'enlèvement des diplomates algériens du consulat de Gao», explique notre source. «Nous ne tarderons pas à rendre publics des détails très précis sur la relation entre ce groupe et le Makhzen», ajoute-t-elle.

## Propagande

Et de revenir sur deux grandes campagnes de désin-



Hamad El Khairy, un des chefs du Mujao.

formation orchestrées par les services du roi du Maroc pour discréditer le Front Polisario.

«Dès le début de la guerre civile en Libye, les Marocains ont accusé les Sahraouis de s'être déplacés en masse vers ce pays pour soutenir Mouamar Kadhafi. Mais la vérité est tout autre puisque nous savons aujourd'hui qu'il y a de nombreux mercenaires marocains dans les prisons libyennes. Ils sont accusés d'avoir combattu contre les rebelles. Mais jusqu'à présent, il n'y a pas un seul Sahraoui dans cette situation. Le même type de propagande a été lancé dès le déclenchement de l'intervention française au Mali. Les Marocains avaient déclaré que de nombreux véhicules avaient quitté les camps

de Tindouf pour combattre aux côtés des groupes terroristes. Nous avons démenti ces rumeurs. Le temps nous a donné raison puisqu'il n'y a pas un seul Sahraoui du Front Polisario au Mali.»

## Victoire des makhzeniens

Sur un autre plan, notre interlocuteur a déclaré ne pas avoir été réellement surpris par la teneur du discours prononcé, jeudi, par le président devant les parlementaires marocains.

Selon lui, l'attitude de la France risque de bloquer les efforts de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU.

«François Hollande a officiellement annoncé le soutien de la gauche française au plan d'autonomie marocain. Il est donc

dans la continuité de la politique sarkoziste. C'est une position qui risque de freiner les efforts déployés ces derniers mois par l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour un règlement du conflit.»

Pour ce haut responsable sahraoui, la position affichée par le président français démontre que les membres du gouvernement proches du Makhzen ont réussi à prendre la main dans la gestion du dossier des relations franco-marocaines.

«Parmi les membres du gouvernement socialiste, certains s'alignent ouvertement sur la même politique que celle appliquée par Nicolas Sarkozy. Ce sont eux qui bloquent toutes les initiatives et participent au statu quo. On peut citer la porte-parole du gouvernement français qui est un sujet de Sa Majesté. Najat Vallaud-Belkacem était membre du Conseil royal consultatif de la diaspora marocaine. C'est une makhzenienne déclarée. Il y a aussi Manuel Valls qui est un des principaux Ouissamistes du gouvernement français (l'ordre du Ouissam el Alaouite, la plus haute distinction du Maroc, est décerné aux personnalités qui ont rendu des services éminents au royaume). Mais il y a aussi des ministres qui ont toujours milité pour une solution juste et équitable. Nous pouvons citer Laurent Fabius, Vincent Peillon ou encore Stéphane Le Foll. Mais ceux-là semblent minoritaires.»

T. H.

## SAHARA OCCIDENTAL

# François Hollande apprécie le plan marocain d'autonomie

**François Hollande, qui a effectué une visite d'Etat de deux jours au Maroc, ne s'est pas écarté des fondamentaux de la politique étrangère française, en dépit de la pression qui a pesé sur lui suite au scandale de fraude fiscale impliquant l'ex-ministre du Budget, Jérôme Cahuzac. Sur la question du Sahara occidental, le locataire de l'Elysée a redit que le plan d'autonomie présenté en 2007 par le Maroc constitue «une base sérieuse et crédible en vue d'une solution négociée».**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Les amitiés françaises du roi Mohamed VI sont sauves. Même si la France dit soutenir la démarche du secrétaire général des Nations unies pour un règlement politique acceptable, il n'en demeure qu'elle acquiesce, pour ne pas dire appuie, le plan marocain de large autonomie du Sahara occidental sous la souveraineté du royaume.

«Le plan présenté en 2007 par le Maroc prévoit un statut de large autonomie pour la population» de cette région et «je le redis ici, c'est une base sérieuse et crédible en vue d'une solution négociée», a

clamé François Hollande au Parlement marocain. Un discours qui a fortement plu aux députés qui se sont levés pour l'applaudir chaudement. L'appel, mardi, du Front Polisario, qui a demandé à la France de réviser sa position par rapport à la question du Sahara occidental, ne semble pas avoir été entendu. En phase avec le royaume sur l'essentiel, François Hollande pouvait, dès lors, se permettre d'égratigner le Makhzen, quoique de manière douce, sur les problématiques des droits de l'Homme et de la liberté d'expression.

Interrogé à Rabat sur la situation des droits de l'Homme, le président français a répondu que «pour ce qui concerne le Maroc, je l'ai dit, c'est un processus lent qui a été engagé, qui a incontestablement eu des progrès pour la population, et pour la représentation du pluralisme». Pas de quoi irriter le roi Mohamed VI, en somme, même si Hollande semble dire que le Maroc peut mieux faire. Mieux encore, le président français a apprécié le retrait en octobre dernier d'accréditation du correspondant de l'AFP comme «un problème particulier.»

«Ce que je dis aux autorités marocaines, et là aussi sans vouloir faire la leçon, c'est que la liberté d'expression, nous la connaissons, parfois nous l'éprouvons, mais c'est un principe fondamental de la démocratie», a-t-il affirmé.

Avant la visite de François Hollande au Maroc, des ONG, à l'instar de Human Rights Watch et RSF, avaient demandé au président français d'inciter le Maroc à



François Hollande et Mohamed VI.

garantir le respect des droits de l'Homme et de la liberté de la presse.

Mais Hollande ne s'est pas rendu au Maroc que pour parler des droits de l'Homme. Il y était

aussi pour conclure des affaires. Une trentaine d'accords et de contrats bilatéraux ont été signés durant la visite, pour un montant de 300 millions d'euros.

S. A. I.